25 février 1982 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de M. Helmut Schmidt, chancelier d'Allemagne fédérale, à l'issue du sommet franco-allemand, notamment sur les relations bilatérales face aux Etats-Unis d'Amérique, Paris, Palais de l'Élysée, jeudi 25 février 1982

Mesdames et messieurs,
- Nous venons de clore ce 39ème sommet franco - allemand, commencé hier, qui m'a permis de rencontrer à diverses reprises le chancelier Helmut SCHMIDT, d'abord dans un repas en tête-à-tête pour le déjeuner d'hier, puis dans un dîner où se trouvaient les membres des délégations à l'Elysée, puis ce matin nous avons commencé notre journée ensemble, avant d'être rejoints par les ministres des affaires étrangères ou relations extérieures, puis par l'ensemble des participants qui viennent de tenir sous notre double présidence leur réunion plénière.
- Chacun des ministres qui avaient, pendant la journée d'hier et ce matin, discuté des parties spécialisées de notre politique, économie, finances, technologies, justice, culture, et bien entendu politique générale, ces rapports ont été faits et ont permis d'aboutir à une déclaration commune qui vous sera communiquée. Et dont je pourrai, si vous le désirez, dans un instant, vous donner connaissance.
- Nous avons accueilli, nous Français, avec beaucoup de plaisir et beaucoup d'intérêt le chancelier d'Allemagne fédérale, les ministres et les hauts responsables qui l'accompagnaient. Nous avons assuré la continuité des relations entre l'Allemagne fédérale et la France en tentant de la porter plus loin. C'est pourquoi nous avons traité de l'ensemble des problèmes qui touchent au développement de notre politique, les relations au-sein de la Communauté européenne, les relations au-sein de la Communauté atlantique, les relations avec l'Est, les relations entre le Nord et le Sud, quelques perspectives de politique économique commune, enfin l'examen de notre politique bilatérale proprement dite, commune par-rapport à l'extérieur et bilatérale dans nos relations.
- Cette déclaration se termine de la même façon qu'elle est inspirée dès le point de départ, par l'affirmation d'une volonté plus forte encore et plus étroite de notre coopération et de notre communauté de vues, afin d'une part d'affirmer notre présence sur la scène du monde et comme il est dit dans le texte, d'accroître le poids de l'Europe.
- Monsieur le Chancelier, peut-être désirez-vous vous adresser maintenant à la presse ici réunie, et puis nous répondrons à vos questions.\
LE CHANCELIER.- (traduction) Monsieur le Président, devant la presse à Paris, permettez-moi, en mon nom propre et au nom de mes collègues de vous remercier pour l'hospitalité dont nous avons pu jouir ici pendant ces consultations.
- Vous avez parlé, monsieur le Président, de la permanence et de la continuité des relations franco - allemandes, vous l'avez fait à juste-titre.
- Voici donc maintenant les 38èmes ou 39èmes consultations franco - allemandes depuis la

signature du traité de l'Elysée `traté franco - allemand du 22 janvier 1963`, traité, qui l'année prochaine, fêtera son 20ème anniversaire et qui depuis, a brillamment fait ses preuves.
- Nous avons parlé hier des hommes, des Français qui voyaient loin, qui étaient suffisamment généreux, pour avoir lancé ce processus, pour avoir débuté cette affaire, nous avons parlé de SCHUMANN, nous avons parlé de MENDES-FRANCE et nous avons parlé des années pendant lesquelles vous avez participé à la politique française à cette époque.
- Nous avons réalisé également, que M. GENSCHER et moi-même nous avons participé à 25 des consultations de ce traité de l'Elysée, et bien entendu ces rencontres entre nos différents gouvernements ne sont en fait que le haut de l'iceberg, que le haut d'une structure beaucoup plus importante qui nous permet d'harmoniser et d'adapter nos politiques entre nous. Voici maintenant donc, nous avons l'intention de continuer ces contacts qui sont très proches et j'aimerais me permettre de dire ici, devant la presse, que c'est la 8ème fois que nous nous voyons depuis que vous êtes arrivé au pouvoir.\
`LE CHANCELIER` Nous avons préparé une déclaration commune que nous avons rédigée ce matin et qui va être bientôt, à la fin de la matinée, présentée à la presse, et très certainement cette déclaration commune fera l'impression voulu aussi bien à Varsovie qu'à Moscou, mais également aussi en Occident et en Amérique du Nord.
- Nous avons, dans un langage très soigné, parlé des différents problèmes qui se présentent de manière urgente au monde, par exemple l'intervention continue en Afghanistan, la tragédie polonaise, et nous avons parlé du problème mondial de la crise économique, nous avons également parlé de la crise politique donc, et sur la toile de fond de ces deux crises, politique et économique, je dois dire que nous sommes tout à fait d'accord sur les objectifs à poursuivre.
- J'aimerais également ajouter qu'à côté de la déclaration commune, nous avons également eu certaines réflexions sur les progrès bilatéraux qui ont pu être accomplis ces derniers temps, progrès bilatéraux qui ont été accomplis dans les rencontres entre ministres et également dans les rencontres que j'ai eues avec le Premier ministre, M. MAUROY.
- Je voudrais vous dire que je suis véritablement très heureux de la manière dont se déroulent ces consultations, je voudrais le dire ici au nom du peuple allemand et je voudrais ajouter que la seule différence que je vois entre les opinions du gouvernement français et allemand, c'est que d'après la manière de compter française nous en sommes aux 38èmes consultations, alors que d'après la manière de compter allemande nous en sommes aux 39èmes. C'est véritablement la seule différence importante que je vois dans nos manières de penser.
- L'interprète : "Le Chancelier est d'avis que j'ai pas suffisamment exprimé l'idée que le Président et lui-même ont l'intention de continuer à cultiver leurs relations personnelles".\
LE PRESIDENT.- Dans quelques semaines, après le sommet européen qui a lieu fin mars, j'aurai le plaisir d'être l'hôte, au mois de mai, du chancelier SCHMIDT, à Hambourg, donc dans sa ville et même dans sa maison. Nous aurons de multiples occasions de nous entretenir, particulièrement le grand rendez-vous du sommet des pays industrialisés à Versailles, au mois de juin.
- J'ai été invité, j'ai accepté de me rendre à Bonn, la veille du jour où se tiendra un sommet atlantique dans cette ville, sommet auquel participera en tout cas M. Pierre MAUROY pour la France et nous nous sommes donné rendez-vous pour un 39ème ou 40ème sommet franco - allemand au mois de septembre à une date qui sera précisée, sans parler bien entendu des circonstances qui provoqueront des échanges de vues aujourd'hui non inscrits dans le calendrier.
- Monsieur le Chancelier, je crois que le moment est venu pour nous de répondre aux questions qui nous serons posées. Nous ne pourrons pas rebâtir avec vous le monde, mesdames et messieurs à l'heure qu'il est et même si nous en avions le temps, nous n'y parviendrions pas, nous vous demandons donc de bien vouloir situer votre curiosité sur un certain nombre de points précis auxquels nous répondrons indifféremment selon la personne à qui s'adressera la question. Maintenant comme nous avons devant nous, c'est le cas de le dire, l'écran des télévisions, il nous est difficile d'apercevoir les journalistes qui se trouvent derrière. Nous comptons sur vous pour vous signaler et vous nous pardonnerez si nous ne voyons pas du premier coup ceux d'entre vous qui l'auront demandé dans l'ordre. Je vous en prie, qui demande la parole ?\

qui l'auront demandé dans l'ordre. Je vous en prie, qui demande la parole ? \
QUESTION.- Monsieur le Président, y a-t-il du nouveau en ce qui concerne le développement du dialogue Nord-Sud ?
- LE PRESIDENT.- L'un des points de la déclaration finale est consacré aux relations Nord-Sud, c'est le point cinq. Comme il s'agit d'une déclaration aussi brève que possible, toute une série de développements se rattacheront à ce texte. Dès maintenant il est dit que la France et la République fédérale d'Allemagne rappellent l'importance qu'elles attachent aux développement des pays du Sud dans l'esprit de Cancun. Référence bien précise où il a été question d'aide alimentaire, mais plus encore de recherche agronomique pour développer les agricultures, où il a été question, en tout cas de la part de la délégation allemande et de la délégation française, de poser le problème du soutien des cours des matières premières. Ce sont donc ces idées-là, indépendamment de quelques autres, notamment d'une politique monétaire adaptée, qui expriment l'esprit de Cancun. Je continue ma lecture, elle sera brève, "cette politique doit servir le progrès et la justice sociale et contribuer ainsi à assurer la paix dans le monde", elle constate et j'insiste sur cette phrase que "le véritable non-alignement est conforme à cet objectif et c'est pourquoi elles s'opposent, la France et l'Allemagne, au transfert du conflit Est - Ouest dans le tiers monde".\
QUESTION.- Est-ce que le chancelier d'Allemagne et vous-même vous êtes d'accord sur une solution au problème posé par les taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis, ... (inaudible) ?
- LE PRESIDENT.- Il faut parler d'esquisse car nous n'entendions pas régler ce problème. En tout cas nous n'entendions pas le régler pour le -compte des autres. Nous avons donc décidé de prendre des initiatives dont les ministres de l'économie ont parlé, que le chancelier et moi-même avons évoquées, qui seront discutées et mises au-point dans les jours et les semaines qui viennent par des responsables qualifiés. Ces initiatives franco - allemandes seront soumises à l'appréciation des autres pays de la Communauté étant entendu que la détermination franco - allemande est de toute façon assurée.\
QUESTION.- Monsieur le chancelier, vous savez chez nous en Allemagne beaucoup critiquent la conception et la production d'un char de combat, en même temps que la France, j'aimerais bien savoir si ce sujet a été abordé ?
- LE CHANCELIER.- Oui, effectivement, le désir des Français de développer de manière commune un char de combat n'a pas changé. Nous avons dit aux Français que la commission de défense du Bundestag avait quelques réserves. D'une part, la Bundeswehr n'aura besoin de ce char que probablement cinq ou dix années plus tard que l'armée française £ d'autre part, les Français souhaitent probablement un char plus léger que ne le désire la Bundeswehr. Cependant, j'ai également bien compris et vu que ce char commun aurait peut-être une énorme signification symbolique. C'est pourquoi, M. GENSCHER, moi-même, M. WEHNER et M. MESNICK, nous avons l'intention de nous adresser à la commission de défense du Bundestag et d'expliquer que du point de vue de la politique étrangère, du point de vue bilatéral, ce projet a une importance très grande pour la coopération entre la France et l'Allemagne et nous y accordons une grande importance. Nous espérons donc que l'on pourra trouver une solution commune et que nous pourrons, en coopération avec nos partenaires, développer ce char de combat.
- QUESTION.- Le communiqué déclare, je crois, que les événements de la Pologne n'ont pu se passer sans la pression et la participation de l'Union soviétique. Est-ce que vous pouvez nous dire, nous expliquer pourquoi, pour la première fois, un homme d'Etat, deux hommes d'Etat de l'Occident ... (inaudible) ?
- LE PRESIDENT.- On parle de pression et de -concours, ce n'est pas la première fois, pour ce qui me concerne ou pour ce qui concerne les responsables français, que nous employons ces termes analogues, il n'y a donc pas innovation.\
QUESTION.- Qu'est-ce que vous pensez du nouveau programme de REAGAN relatif à l'Amérique centrale et aux Caraibes ?
- LE PRESIDENT.- On sait quelle est la position de la France à l'égard des revendications, des mouvements d'opinion, de la plupart des peuples de l'Amérique centrale qui aspirent selon nous à être davantage maîtres de leur destin, à échapper à la domination des oligarchies qui les

dominent et à échapper aussi aux dictatures qui les ont ensanglantés. Nous pensons qu'une bonne compréhension de l'Occident à l'égard de ces problèmes sera la meilleure façon de garder la confiance de ces peuples et peut-être de leur éviter la solution du désespoir, `qui consiste` finalement à verser dans un camp, celui qui procurera les armes et les moyens. Vous trouverez une phrase, je l'ai lue tout à l'heure, dans laquelle il est dit que, par-rapport au tiers monde, nous souhaitons qu'il n'y ait pas de transfert de la rivalité Est - Ouest sur tous les points du monde où se déroule un conflit local. Il y a donc entre M. REAGAN et moi une différence d'analyse sur les causes des conflits et des guerres civiles qui ont tendance à se développer en Amérique centrale.
- Ces différentes analyses, je souhaite vivement que nos deux pays, qui sont deux pays amis, puissent constamment en débattre pour éviter, en tout cas, qu'il y ait des erreurs dans les actes qui pourraient être dommageables aux positions de l'Occident. D'un autre côté, l'évolution de cette situation peut, en effet, légitimement inquiéter les Etats-Unis d'Amérique. Bref, il ne faut pas se tromper de direction. Et cela fait partie des questions dont je discute, dont nous discutons comme on doit le faire entre alliés, entre amis, entre M. REAGAN et moi-même. En effet, nous devons éviter, la France en tout cas, tout en ayant bien marqué sa position, tout geste ou toute attitude qui pourrait créer une incompréhension durable sur ces problèmes.\
QUESTION.- (inaudible).
- LE PRESIDENT.- Mais, monsieur, nous sommes deux pays démocratiques et nous sommes deux pays différents. Deux pays démocratiques, cela veut dire que la politique conduite dans nos pays résulte du choix des populations sur des programmes et des engagements politiques. Personne n'a décidé que pour toute éternité la France et l'Allemagne verraient dans le même moment leur opinion publique choisir exactement les mêmes objectifs et adopter les mêmes programmes. D'autre part, les vocations nationales de l'Allemagne et de la France ne peuvent pas être identiques. Ce qu'on leur demande, c'est de s'harmoniser assez pour que cette étroite entente prévale sur les divergences. C'est ce que nous faisons. Si tout était a priori harmonieux, nous n'aurions même pas besoin de nous rencontrer, sinon pour déjeûner ou dîner ensemble. On le fait d'ailleurs, mais cela ne suffirait pas. Bon, nos politiques sont parfois divergentes. Je dois dire précisément parce que nous discutons, nous les rapprochons. Eh bien vous pouvez le constater. Il suffit d'observer nos actes et de lire nos textes. Nous les avons rapprochées assez pour pouvoir engager, à l'égard de l'extérieur, c'est-à-dire à l'égard des Etats-Unis d'Amérique et de la Communauté `CEE`, bien que nous soyons à l'intérieur de la Communauté, des démarches communes.\
QUESTION.- (inaudible).
- LE PRESIDENT.- En somme, vous voulez une note d'ambiance. Je vois les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne et la France, comme un baromètre ? Non, le fonds des relations, leur permanence, est la solidité même. Tout ça n'est pas en cause. C'est la pratique quotidienne et certains choix qui font que nous avons besoin de discuter pour que le climat soit meilleur quand il a tendance à se détériorer. Exemple : les taux d'intérêt de l'argent £ exemple : les voyages inconsidérés du dollar dans des profondeurs ou dans des hauteurs artificielles. D'autres choses encore dans l'appréciation des relations Est - Ouest et dans l'appréciation des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté `CEE`. Tout cela est normal. Donc on ne peut pas parler de mauvais climat, on doit parler de la volonté des pays de l'Europe occidentale et particulièrement de l'Allemagne fédérale et de la France d'affirmer leur indépendance de décisions afin d'être parties prenantes chaque fois qu'il s'agit d'imprimer à l'Alliance une direction. Le rappel de ces quelques principes a occupé nos conversations dans le souci de rendre plus étroite une alliance nécessaire.
- Monsieur le Chancelier, peut-être, souhaitez-vous répondre à cette question ?
- LE CHANCELIER.- (traduction) Je suis absolument d'accord avec ce que monsieur le Président vient de dire, mais je voudrais renvoyer la personne qui a posé cette question, du Herald Tribune, à un passage du texte où il est dit très exactement : "La France et la République fédérale d'allemagne estiment vital le resserrement des liens de solidarité entre les Etats-Unis et les autres membres de l'Alliance atlantique, ces liens seront d'autant plus étroits qu'en temps voulu, les

consultations les plus larges auront lieu entre Européens et Américains en vue de mieux définir leurs objectifs communs et de mieux ajuster leurs intérêts". Et effectivement, ces deux caractères en temps voulu et les plus larges, ce sont deux points dont nous pensons qu'ils peuvent être améliorés et qu'ils sont dignes d'être améliorés. Ceci dit nous pensons également, la France comme l'Allemagne, que nous faisons de manière très étroite partie intégrante et complètement de l'Alliance atlantique.\
LE PRESIDENT.- Bien entendu nous répondrons encore à quelques questions, mais vous voyez que l'heure avance et nous sommes attendus de notre côté par M. l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à déjeûner.
- QUESTION.- (inaudible).
- LE PRESIDENT.- Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer dans la pratique que nous n'entendions pas réduire l'aide alimentaire au peuple polonais, que nous entendions, par contre, débattre de l'aide économique et financière, discuter des échelonnements de la dette et associer une aide plus complète à la Pologne, en tout cas au peuple polonais, à un certain nombre de mesures dont il est dit dans notre texte, mais ce n'est qu'une redite, que ces mesures s'appellent libération des personnes emprisonnées, retour à l'Etat de droit, etc, etc ...
- QUESTION.- (inaudible).
- LE PRESIDENT.- Sans vouloir préjuger ce qu'en dira le chancelier, je vous répondrai que l'importance et l'abondance des événements graves qui se sont déroulés depuis le dernier sommet, font que les relations entre l'Allemagne fédérale et la France exprimées par ce sommet, ont pris un tour lui-même plus grave et un engagement plus déterminé dans le sens de cette coopération. On peut donc dire en effet qu'il y a approfondissement et que nous sommes allés plus loin.
- Mesdames et messieurs, comme je viens de vous le dire, je crois que nous n'avons plus que quelques minutes...\
QUESTION.- Monsieur le chancelier, si je suis bien informé, les deux gouvernements ont décidé de se lancer dans une série intensive de consultations concernant la sécurité, est-ce que cela signifie que la France et l'Allemagne voudraient prendre un nouvel élan pour s'occuper des questions de défense ?
- LE CHANCELIER.- (traduction) Je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris votre question, dans la mesure où elle vise la relance d'un plan qui a existé il y a plus de 25 ans et qui était lié avec le nom d'un homme politique français, M. PLEVEN, la réponse serait négative. Par contre il est exact que nous pensons qu'il est nécessaire et même que cela va de soi de procéder dans-le-cadre des relations franco - allemandes à une harmonisation de nos politiques extérieures, il est nécessaire que la stratégie militaire fasse l'objet d'une analyse commune et d'un éclairage commun. C'est pourquoi nos deux ministres des affaires étrangères et de la défense vont se réunir ainsi que leurs collaborateurs. Je ne crois pas trahir de secret en disant que moi-même, ainsi que le Président de la République française, nous nous tiendrons très soigneusement informés de ce qui s'y passe et qu'éventuellement nous interviendrons.\
LE PRESIDENT.- Avant de vous quitter, je voudrais indiquer que par souci de répondre à un plus grand nombre de journalistes, j'ai répondu à un nouvel intervenant avant d'avoir achevé ma réponse à celui qui me posait la question, à Madame qui me posait la question sur la déclaration REAGAN, car je n'ai répondu que sur-le-plan militaire, c'est-à-dire l'annonce d'une aide militaire à certains régimes en Amérique centrale, mais je n'ai pas répondu sur-le-plan économique, et je dois dire pour être rapide que l'initiative des Etats-Unis d'Amérique, Canada, Mexique, Venezuela, allant dans le sens d'une aide économique aux Caraibes, n'est peut-être pas exactement la manière qui serait celle de la France par-rapport à l'ensemble des problèmes Nord-Sud, mais va dans le bon sens et est très intéressante par-rapport à un certain frein mis depuis quelques mois au développement des relations entre les pays industriels et ceux qui ne le sont pas. Merci mesdames et messieurs.\